



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES
ISSN 0241 0494 Le 17 avril 2022 N° 484 PRIX : 0,60 Euro

AFRIQUE



Le 21 juillet 2021 à Abidjan, lors de la « marche citoyenne » contre la vie chère

Face à la menace d'une nouvelle vague d'émeutes de la faim, les dirigeants au pouvoir multiplient mensonges et démagogies.

Sommaire au verso

Sommaire

Éditorial : Face à la menace d'une nouvelle vague d'émeutes de la faim, les dirigeants au pouvoir multiplient mensonges et démagogies.

Pages 3 à 6 : Côte d'Ivoire

▶ Remaniement ministériel : tout sauf un moyen de lutter contre la vie chère !

▶ Vous avez dit «prix bloqué » ?

▶ TotalÉnergies : blaguer-tuer !

▶ Progression du travail du dimanche : une attaque de plus contre le monde ouvrier.

▶ Sivop : à trop tirer sur la corde, ça finit par casser.

▶ «Système-margouillat» : un fléau qui se nourrit de la misère des travailleurs.

Pages 6 à 7 : Sénégal

▶ Vague d'indignation après une mort tragique dans un hôpital public.

Page 8 : Mali

▶ Guerre de communiqués macabres.

Pages 8 à 10 : International

▶ Le capitalisme, un système qu'il faut renverser.

▶ Pour éviter la famine en Afrique, il faut combattre les profiteurs capitalistes.

Abonnement

France : (en éco-pli)

12 numéros : 20 €

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants.

Autres pays : nous consulter.

Adresse

Le PAT BP 42

92114 Clichy Cedex

Site internet:

www.uatci.org

Éditorial

P.2

FACE À LA MENACE D'UNE NOUVELLE VAGUE D'ÉMEUTES DE LA FAIM, LES DIRIGEANTS AU POUVOIR MULTIPLIENT MENSONGES ET DÉMAGOGIES

En Côte d'Ivoire, comme dans de nombreux pays africains, la peur d'une nouvelle vague d'émeutes de la faim, 14 ans après celle de 2008, hante les dirigeants au pouvoir car cela risque de les emporter, sinon de les mettre en grande difficulté. Certes, à quelques rares exceptions, ce ne sont pas les mêmes qu'en 2008 mais ils n'ignorent pas que la situation est explosive et qu'il suffirait d'une étincelle pour que la colère populaire leur explose à la figure.

Depuis la crise sanitaire de 2020, les prix des denrées alimentaires ainsi que ceux des loyers, transport, gaz, carburant et autres ne cessent de grimper. Des millions de familles qui vivaient déjà dans la précarité, ont vu leurs conditions s'aggraver.

Le salaire des travailleurs, bloqué depuis des années, ne permettait déjà plus de vivre normalement bien avant la flambée des prix de 2020. Le chômage s'est aggravé, de même que les conditions de travail de ceux qui ont encore « la chance » d'avoir du travail car les capitalistes ont profité de la crise économique pour aggraver l'exploitation : encore plus d'heures supplémentaires non payées, de jours de repos supprimés, de cadences, de salaires « à la tâche », de réprimandes et autres sanctions, etc.

La guerre entre la Russie et l'Ukraine a amplifié la crise économique mondiale. La spéculation capitaliste sur les matières premières comme le blé, le maïs, le gaz, le pétrole et bien d'autres produits a créé des pénuries artificielles pour faire flamber les prix. Cela a permis à une petite minorité de parasites et de profiteurs de guerres de faire d'énormes profits en affamant des millions de personnes à travers le monde et plus particulièrement dans les pays pauvres. C'est le système capitaliste dans toute sa monstruosité !

À chaque flambée de prix, la colère gronde dans les quartiers populaires. La question que toutes les mères et tous les pères de familles se posent c'est de savoir comment on va faire pour nourrir la famille avec les prix des denrées qui s'envolent, y compris ceux des produits locaux.

Les dirigeants au pouvoir font semblant de s'en préoccuper et parlent de « mobilisation générale », de « riposte contre la vie chère », mais ils mentent comme des arracheurs de dents, comme leurs prédécesseurs de 2008.

En Côte d'Ivoire, par exemple, le gouvernement a décrété le 9 mars dernier le « plafonnement » de prix sur 21 produits et services pour une durée de trois mois. Il s'agit entre autres, du pain, de l'huile, du riz local, de la viande de bœuf, de l'eau, électricité et transport. En ce qui concerne le pain, par exemple, c'est juste une tromperie puisque si le prix officiel de la baguette dite « normale » est resté « plafonné », son poids en farine a diminué ! Pour les autres produits, c'est à peu près du même tonneau.

C'est ce genre de tromperie que Ouattara veut présenter comme un « renforcement de la sécurité alimentaire » en Côte d'Ivoire. Et quand ça ne fonctionne pas, il cherche des boucs émissaires parmi les petits commerçants de quartiers en les désignant comme responsables des hausses de prix sous prétexte qu'ils ne respecteraient pas le plafonnement des prix. Mais les petits commerçants ne font que répercuter les augmentations imposées par les industriels et les grandes sociétés de négoce qui ont le monopole de l'importation. Ce sont ceux-là qui profitent de la pénurie pour

gonfler leurs marges. Ils ne sont jamais inquiétés par l'État, bien au contraire, ils bénéficient de réduction de taxes et de diverses facilités.

Les travailleurs n'ont rien à attendre des prétendues mesures salutaires de Ouattara, pas plus qu'ils n'ont pu compter sur le pouvoir de Gbagbo lors des émeutes de la faim en 2008. Leur salut dépend de leur seule capacité de se mobiliser et de s'organiser pour obtenir des augmentations conséquentes de leurs salaires afin de rattraper les années de blocage et pour exiger en même temps que leurs salaires soient dorénavant indexés sur le coût réel de la vie, c'est-à-dire qu'à chaque fois que les prix montent, les salaires doivent aussi monter.

Les travailleurs ont les moyens d'imposer leurs exigences par la lutte s'ils prennent conscience de la force sociale qu'ils représentent, c'est-à-dire de leur nombre et du rôle essentiel qu'ils jouent dans l'économie. Sans eux, rien ne pourrait fonctionner, aucune production ne pourrait sortir, aucun bâtiment ne pourrait se construire. Les capitalistes ont besoin de notre force de travail pour s'enrichir et sont prêts à tout pour nous maintenir esclaves de leur système d'exploitation. Mais le prolétariat, la classe des travailleurs, finira par trouver les moyens de son émancipation et en même temps celle de toute la société.

Côte d'Ivoire

REMANIEMENT MINISTÉRIEL : TOUT SAUF UN MOYEN DE LUTTER CONTRE LA VIE CHÈRE !

La dernière trouvaille de Ouattara en matière de tromperie c'est de faire croire que le remaniement ministériel qu'il vient de décider et la diminution du nombre de ministres (passant de 41 à une « trentaine »)

permettront à l'État d'économiser plus d'argent pour aider les populations à faire face à la flambée des prix. C'est de la poudre aux yeux ! Les calculs politiques que cache ce remaniement au sommet de l'État

n'ont rien à voir avec la lutte contre la vie chère. Ce qui est sûr c'est que les ministres qui perdront leur poste ne seront pas sur la paille, ils continueront de « pomper » l'argent de l'État en occupant des postes de sinécure autres que ministériels mais tout

aussi juteux et un peu plus à l'ombre. D'autres sortiront peut-être de l'ombre pour aller à la lumière. Pour le moment c'est Ouattara qui est le chef d'orchestre et c'est lui qui distribue les fauteuils.

Côte d'Ivoire

VOUS AVEZ DIT « PRIX BLOQUÉ » ?

Le premier ministre a demandé à ses contrôleurs de vérifier les prix dans les boutiques, dans le cadre de son programme de « renforcement de contrôle des prix ». Ainsi, sur la petite boîte de lait « Bonnet rouge » les contrôleurs ont mis une étiquette rouge

où il est écrit « prix bloqué » mais vendue à 500 Fr. Pour quelque chose qui était à 350 Fr il n'y a pas longtemps !

C'est comme ça que le gouvernement prétend lutter contre la vie chère ?

TOTALÉNERGIES : BLAGUER-TUER !

TotalÉnergies a lancé au niveau international et donc aussi en Côte d'Ivoire un « programme d'éducation à la sécurité routière pour les établissements primaires et secondaire ».

Quelle hypocrisie ! Quand on sait que cette entreprise a réalisé rien que pour l'an-

née 2021, un bénéfice net de 7800 milliards de F CFA, presque autant que le budget annuel de l'État ivoirien.

On aurait dit un voleur qui veut ensuite blaguer son monde !

PROGRESSION DU TRAVAIL DU DIMANCHE : UNE ATTAQUE DE PLUS CONTRE LE MONDE OUVRIER

De plus en plus les travailleurs dans les usines comme sur les chantiers, sont contraints de travailler le dimanche pour arrondir leur salaire. Les capitalistes en Côte d'Ivoire et l'État à leur service bloquent les salaires de l'ensemble des travailleurs. Tous s'accordent sur la base du SMIG (60.000f CFA) auquel ils ajoutent quelques primes, dont celle du transport. Ce qui fait que le salaire tourne autour de 80.000 à 120.000 F.

Pour qu'un travailleur gagne 150.000 Francs, il est obligé de travailler du lundi au dimanche. Pour l'ensemble de tous ceux qui

vivent de petits métiers, soi-disant autonomes, cette situation est une routine qui s'impose à eux.

La cherté de la vie est l'un des facteurs qui pousse les ouvriers à travailler durement. L'autre cause, la plus importante, c'est que les patrons ne veulent pas donner de répit aux travailleurs. Ils font croire que le travail est urgent, que le délai de livraison ou de finition est très proche. C'est avec ces mensonges grotesques que les patrons intimident les travailleurs et font pression sur eux pour le travail du dimanche.

Entre la pression du coût de la vie et celle des patrons, les travailleurs n'ont pas de mot à dire, ils sont acculés et se tuent au travail. Ils n'ont plus de temps d'avoir une vie de famille ni de repos.

Les longues heures de travail ajoutées aux accélérations de cadences asservissent les travailleurs. Plus ils travaillent durement et plus ils s'appauvrissent tout en dégradant considérablement leur santé. Les patrons les maintiennent sous le statut précaire de journalier : Ni déclaration à la CNPS, ni embauche.

Le travail du dimanche aggrave la condition ouvrière. C'est une pratique qui se généralise et qui va bientôt devenir la norme s'il n'y a pas une réaction d'envergure de la classe ouvrière. Cependant, cette question

n'est qu'un aspect du problème des travailleurs. Il y a la question des bas salaires, du temps de travail, des cadences infernales, des contrats d'embauche, de la sécurité au travail, de l'assurance maladie, du logement, etc. C'est plus l'exploitation capitaliste qui tue que le travail du dimanche.

Aujourd'hui, avec la modernisation des industries, la production s'accroît énormément, le temps de travail devrait être réduit considérablement et les salaires augmentés, mais c'est le contraire qui se produit à cause de la loi du profit capitaliste.

La seule limite à la rapacité des capitalistes c'est la capacité des travailleurs de s'organiser et de lutter pour défendre leurs intérêts.

Côte d'Ivoire

SIVOP : À TROP TIRER SUR LA CORDE, ÇA FINIT PAR CASSER

Les travailleurs journaliers de SIVOP (branche cosmétique d'une usine située dans la zone industrielle de Yopougon) ont fait grève pour marquer leur solidarité avec l'un de leur collègue renvoyé.

Cette entreprise est connue pour ses conditions de travail particulièrement difficiles. La direction exige des chaussures de sécurité, mais les travailleurs journaliers, qui sont de loin les plus nombreux, n'ont droit ni aux chaussures ni à la tenue de travail. Tout est à leurs frais, ils doivent obligatoirement acheter à l'usine, pour une somme de 2500 F, une chasuble qui fait office de tenue de travail.

À l'intérieur de l'usine, la chaleur est intense, il n'y a aucun système de ventilation pour rafraîchir un peu la température. La pression sur le dos des travailleurs est

énorme et à la moindre erreur, les sanctions pleuvent. Les renvois sont monnaie courante. Les ouvriers travaillent avec la peur au ventre car ils sont sous la menace permanente de sanction ou de renvoi. Il n'y a pas de bulletin de paye et la plupart du temps, le salaire est payé avec plus d'une semaine de retard.

Chaque jour à la descente, la direction exige que les travailleurs se mettent en rang avant de sortir de l'usine. Ils doivent attendre le signal d'un chef et marcher au pas comme des élèves de CP1, puis ils sont fouillés avant de franchir la porte de sortie. La colère longtemps retenue a fini par éclater. Ce qui a mis le feu aux poudres, c'est que ce jour-là, une forte pluie menaçait de tomber et tout le monde sait que lorsqu'il pleut sur la zone industrielle, elle est complètement inondée. Les travailleurs ont donc

refusé de se soumettre à ce cérémonial folklorique et humiliant. Mais à cause de ce refus d'obéir, l'un d'entre eux a été renvoyé le lendemain. La direction croyait certainement que cet énième renvoi allait passer sans problème. Mais cette fois-ci cela ne n'est pas passé comme d'habitude car les travailleurs se sont mis spontanément en grève pour protester contre ce renvoi abusif.

Dès l'entame de la grève, le patron a fait appel à la police, la gendarmerie, la BAE, l'Inspection du travail et même à un syndicat maison pour dire aux travailleurs que leur grève est illégale sous prétexte qu'ils n'ont pas déposé un préavis. Mais les travailleurs ne se sont pas laissés intimider

par cet impressionnant dispositif et ont tenu bon pendant trois jours.

Finalement, plus d'une centaine de travailleurs ont été renvoyés. Le patron pense ainsi avoir gagné la partie, mais les problèmes posés par les travailleurs sont toujours là. Les mêmes causes créant les mêmes effets, cette situation va tôt ou tard lui exploser au visage et il l'aura bien mérité. Souhaitons que la prochaine fois, les travailleurs trouveront les moyens de lui rendre la monnaie de sa pièce en étant mieux organisés et se donneront les moyens d'étendre le mouvement dans l'ensemble de l'usine et même au-delà car l'exploitation et le mépris sont les mêmes partout.

« SYSTÈME-MARGOILLAT » : UN FLÉAU QUI SE NOURRIT DE LA MISÈRE DES TRAVAILLEURS

Aujourd'hui, de plus en plus de travailleurs ont recours aux « margouillats » (c'est ainsi qu'on désigne communément les usuriers à Abidjan) ou aux « caisses noires ». C'est un fléau qui était limité dans le passé mais qui prend de l'ampleur aujourd'hui.

Les salaires des travailleurs sont tellement bas qu'au moindre coup dur (maladie grave, décès d'un proche, etc.), ils sont en difficulté et contraints d'aller chez le margouillat. Toutefois, demander un prêt à ce genre d'individu revient à se mettre la corde au cou pendant un bon moment. Les intérêts étant élevés, pour être sûr de se faire rembourser, ces prêteurs vous font signer une reconnaissance de dette. Parfois, ils vont

jusqu'à vous confisquer votre carte bancaire. Si d'aventure on ne parvient pas à rembourser la totalité de la dette, de nouveaux intérêts viennent s'y rajouter. C'est ainsi que certains travailleurs restent endettés jusqu'à leur retraite, voire jusqu'à leur mort.

Si ce phénomène prend de l'ampleur, c'est le signe de la paupérisation croissante de la classe laborieuse. Le niveau des salaires est scandaleusement bas par rapport au coût de la vie qui ne cesse de grimper. Une augmentation générale des salaires est une nécessité, mais les travailleurs devront l'arracher à l'État et au patronat par leur mobilisation.

Sénégal

VAGUE D'INDIGNATION APRÈS UNE MORT TRAGIQUE DANS UN HÔPITAL PUBLIC

Le décès d'une jeune femme, Astou Sokhna, enceinte de 9 mois, le 7 avril dernier, à l'hôpital public de Louga (environ 200

km de Dakar) a provoqué une profonde indignation dans tout le pays. C'est surtout les conditions dans lesquelles ce décès a eu lieu

qui ont le plus indigné les gens. Astou Sokna était venue à cet hôpital pour accoucher et se plaignait de forte douleur nécessitant une césarienne. Elle a attendu plus de 20 heures sans être secourue malgré des cris de douleur et des supplications incessantes. Elle a fini par mourir, son bébé a été sauvé de justesse.

Les médias ont largement diffusé l'information, une pétition a circulé sur les réseaux sociaux et plusieurs pour demander que justice soit faite. Plusieurs dizaines de milliers de personnes l'ont signée. Puis, à l'appel d'un collectif « Justice pour Astou Sokhna », plusieurs centaines de personnes ont manifesté à Louga le 15 Avril. Une autre manifestation, nationale cette fois-ci, est prévue pour le 23 avril à Dakar.

Ce n'est pas la première fois que des femmes enceintes ou des malades meurent dans les hôpitaux publics de ce pays alors qu'on aurait pu les sauver si ces hôpitaux remplissaient correctement leur fonction. Mais cette fois-ci, des milliers des personnes ont eu envie de crier leur colère et de dire : « Trop, c'est trop ! », « Il faut que justice soit faite ».

Sentant que de plus en plus de gens pointent du doigt l'incapacité de l'État sénégalais à assurer le bon fonctionnement des hôpitaux publics, Macky Sall a pris le devant en essayant de trouver un bouc émissaire. Le premier qui en a fait les frais, c'est le directeur de l'hôpital de Louga. Il a été démis de ses fonctions après tout un cinéma sur son « manquement déontologique ». D'autres membres du gouvernement ont ajouté leur

grain de sel en chargeant le personnel du secteur maternité de cet hôpital qui aurait fait preuve de « négligence », voire de non-assistance à personne en danger.

Bien évidemment, le premier responsable c'est l'État sénégalais. Personne n'ignore ce qui se passe dans les hôpitaux publics. Ils sont tellement en piteux état que les malades craignent d'y aller de peur d'y mourir au lieu d'être soignés. Le personnel soignant tire régulièrement la sonnette d'alarme et se met parfois en grève pour dénoncer leurs mauvaises conditions de travail, le manque de matériel de soins et de personnel, leurs bas salaires, etc. Mais à chaque fois, le gouvernement se bouche les oreilles sur leurs revendications.

Dans ces conditions, comment s'étonner que des drames surviennent dans ces hôpitaux publics que les gens qualifient de plus en plus de « mouroirs publics » pour ceux qui n'ont pas les moyens de se faire soigner dans les cliniques privées ?



Plusieurs centaines de personnes ont manifesté à Louga et ont demandé que la lumière soit faite sur la mort tragique d'Astou Sokhna.

Les prolétaires n'ont pas de patrie

GUERRE DE COMMUNIQUÉS MACABRES

Chaque jour, l'armée malienne annonce ses faits d'armes en matière de lutte contre les bandes armées qui sèment la terreur à l'intérieur du pays.

Le dernier en date, selon un communiqué du commandement militaire c'est «la neutralisation d'une douzaine de terroristes dans la forêt de Ganguel » le 14 avril dernier. Deux semaines plus tôt, il s'agissait de « 203 djihadistes » tués dans le village de Moura, au centre du Mali, mais selon l'ONG Human Rights Watch, l'armée malienne, aidée par les soldats de Wagner, y aurait exécuté sommairement 300 civils et aurait enterré les corps dans un ou plusieurs charniers.

Le gouvernement malien accuse cette ONG de propager de fausses informations pour discréditer le régime de transition du colonel Assimi Goïta. Il refuse toute enquête, y compris celle de l'ONU, sur ce qui s'est passé dans ce village.

Ce qui est surtout remarquable c'est le cynisme du gouvernement français qui

accuse l'armée malienne d'avoir tué des innocents et de vouloir ensuite cacher ses crimes à l'opinion publique. C'est exactement ce qu'a fait l'armée française dans de nombreux endroits du Mali. Combien d'innocents ont été massacrés par la force Barkhane et qui ont été ensuite présentés comme des terroristes ? Il n'était alors pas question d'autoriser une enquête autre que celle de l'armée française sur ses propres crimes. De ce côté-là, l'armée française a plusieurs longueurs d'avance sur celle du colonel Goïta, sans compter les nombreux massacres d'innocents commis durant la colonisation en Afrique et ailleurs.



L'armée malienne terrorise plus les populations que les terroristes

International

LE CAPITALISME, UN SYSTÈME QU'IL FAUT RENVERSER

Pour les plus riches, tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles...

Selon le classement 2022 des hommes les plus riches du monde, ils seraient cette année 2.668 à se partager 12.700 milliards de dollars. Il faut multiplier ce chiffre par 600 environ pour avoir le montant en francs CFA, de quoi donner le vertige, tellement à

cette échelle ces chiffres perdent leur sens pour le commun des mortels

L'homme le plus riche de ce classement est Elon Musk, le fondateur de Tesla et SpaceX. Sa fortune personnelle est estimée à 219 milliards de dollars. Pour comparaison, le budget 2022 de la Côte d'Ivoire est environ de 10.000 milliards de francs CFA, soit

moins de 17 milliards de dollars. Avec sa fortune, Elon Musk pourrait financer sur 13 ans toutes les dépenses de l'État ivoirien.

Et là, on ne parle encore que des fortunes personnelles et pas des entreprises multinationales qui brassent des sommes encore plus colossales. C'est dire que la planète regorge de richesses, mais c'est dans sa répartition qu'il y a problème.

Pour les plus pauvres, c'est toujours la disette

Entretemps un rapport de l'ONU et d'ONG tire la sonnette d'alarme sur le fait que 6 millions d'enfants dans 6 pays du sahel sont menacés par une malnutrition aiguë et que si rien n'est fait, 900.000 d'entre eux mourraient en mourir cette année.

Les conflits, l'insécurité, les crises socio-économiques et les événements climatiques extrêmes récurrents continuent de détériorer les conditions d'existence des plus pauvres ; les premières victimes sont les enfants. En Afrique de l'Ouest le nombre d'enfants de moins de 5 ans qui risquent de souffrir de malnutrition aiguë est en hausse de 27% par rapport à 2021 et de 62% par rapport à 2018. Il s'agit d'un niveau record pour la cinquième année consécutive.

La guerre entre la Russie et l'Ukraine va encore aggraver cette situation car elle se traduit par une nouvelle flambée des prix.

Pour faire face à cette menace de mort sur des centaines de milliers d'enfants et des séquelles graves pour des millions

d'autres, il faudrait un peu moins de 100 millions de dollars. Les organismes (ONG, UNICEF, FAO) engagés dans la lutte contre la malnutrition des enfants peinent à rassembler ces fonds et font appel aux dons et à la charité.

L'avenir c'est le socialisme

Au moment où les États impérialistes directement ou par multinationales interposées, se battent dans le sahel à coups de milliards de dollars (à l'exemple de la France qui dépensait un milliard de dollar par an dans l'opération barkhane au Mali), pour faire main basse sur ses ressources, on laisse mourir de faim les enfants qu'on pourrait sauver avec une infime partie de ces dépenses militaires.

Ce qui est en cause, ce ne sont pas les catastrophes naturelles ou autres phénomènes climatiques, c'est le capitalisme qui, même dans son fonctionnement normal, condamne les plus pauvres à végéter dans la misère. Et c'est la décadence du système capitaliste qui accentue le désordre dans le sahel sous forme de conflits armés et de crises socio-économiques.

Pour mettre fin à la misère et aux inégalités, l'humanité doit se débarrasser du capitalisme qui ne met en avant que le profit individuel, et se doter d'un système économique tourné vers la satisfaction des besoins de tous, le socialisme. C'est la tâche qui s'impose aux révolutionnaires aujourd'hui. Sinon le capitalisme entrainera l'humanité en arrière, vers la guerre et la barbarie.



POUR ÉVITER LA FAMINE EN AFRIQUE, IL FAUT COMBATTRE LES PROFITEURS CAPITALISTES

En Afrique de l'Ouest ainsi que dans le Sahel, 38 millions de personnes sont menacées de famine d'ici fin juin. Dans les régions situées autour du lac Tchad le nombre de personnes souffrant de malnutrition a été multiplié par quatre en quatre ans.

La sécheresse consécutive au changement climatique ainsi que la pandémie du Covid-19 et la guerre en Ukraine pays exportateur de blé dans le monde, sont pointés du doigt par les grandes puissances et par les dirigeants de nos pays. La flambée actuelle des prix des céréales serait selon eux la conséquence de ces seuls facteurs. Ces gens cachent une partie de la vérité car ils cherchent à occulter la soif de profits des capitalistes qui se livrent actuellement à une spéculation éhontée sur les céréales. Cela leur rapporte gros mais c'est une attitude criminelle car elle entraîne la mort de millions de personnes qui n'ont pas d'argent pour faire

face à ce brutal renchérissement des prix des denrées de base.

Avant la colonisation les paysans africains produisaient des cultures vivrières destinées à la consommation locale, sorgho, mil, manioc.. Ils ont été contraints par la force d'abandonner ces cultures au profit des productions susceptibles d'être vendues dans les métropoles colonisatrices : arachide au Sénégal, coton au Tchad et dans le Sahel. Aujourd'hui l'intégration au marché mondial est telle qu'il n'est pas possible pour les pays africains de se soustraire aux contraintes des Bourses dominées par les spéculateurs des pays impérialistes.

C'est pourquoi les travailleurs et les paysans pauvres d'Afrique ont intérêt à s'unir avec ceux des pays riches car par delà les frontières ils sont victimes des mêmes exploiters capitalistes.



Ce que nous voulons

Ce que nous voulons

Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne ne puisse le leur reprendre.

Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.

